



CHAPITRE 65

Loi de la vérification des comptes

SECTION I

DE L'AUDITEUR DE LA PROVINCE

Nomina-
tion.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil, pour le plus complet examen des comptes publics de la province et pour qu'il en soit fait rapport à l'Assemblée législative, nomme, par commission, un officier appelé « auditeur de la province de Québec ». S. R. 1941, c. 72, a. 2.

Durée de
ses fonc-
tions.

2. L'auditeur reste en fonction durant bonne conduite; mais il peut être destitué par le lieutenant-gouverneur sur une adresse du Conseil législatif et de l'Assemblée législative. S. R. 1941, c. 72, a. 3.

Bureau de
l'auditeur.

3. L'auditeur et ses employés relèvent du ministère des finances.

Ils en forment une division appelée « bureau de l'audition ». S. R. 1941, c. 72, a. 4.

Régie
intérieure.

4. L'auditeur peut faire des ordonnances et règlements pour la régie intérieure du bureau de l'audition, sujet cependant à l'approbation du Conseil de la trésorerie. S. R. 1941, c. 72, a. 5 (*partie*).

Suspen-
sion d'em-
ployés.

5. En l'absence du ministre des finances, l'auditeur peut suspendre de l'exercice de ses fonctions tout employé du bureau de l'audition qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont il trouve la conduite blâmable; il doit en faire rapport au ministre des finances. S. R. 1941, c. 72, a. 5 (*partie*).

CHAPTER 65

Provincial Audit Act

DIVISION I

PROVINCIAL AUDITOR

1. The Lieutenant-Governor in Council, for the more complete examination of the public accounts of the Province, and so that a report thereon may be made to the Legislative Assembly, shall appoint, by commission, an officer called the "Quebec Provincial Auditor". R. S. 1941, c. 72, s. 2.

2. The Auditor shall hold office during good behavior; but he may be dismissed by the Lieutenant-Governor on an address from the Legislative Council and Legislative Assembly. R. S. 1941, c. 72, s. 3.

3. The Auditor and his employees shall belong to the Department of Finance. They shall form a branch thereof called the "Audit Branch". R. S. 1941, c. 72, s. 4.

4. The Auditor may make orders and rules for the conduct of the internal business of the Audit Branch, subject, however, to the approval of the Treasury Board. R. S. 1941, c. 72, s. 5 (*part*).

5. In the absence of the Minister of Finance, the Auditor may suspend any employee of the Audit Branch who refuses or neglects to obey his orders, or whose conduct he may deem blameworthy; and he shall report the same to the Minister of Finance. R. S. 1941, c. 72, s. 5 (*part*).

SECTION II

DIVISION II

DU CONTRÔLE DES ALLOCATIONS LÉGISLATIVES

CONTROL OF LEGISLATIVE GRANTS

Crédits et mandats.

6. L'auditeur doit classifier tous les crédits pour chaque exercice et tous les mandats spéciaux qui peuvent être émis; il doit tenir balancé un registre appelé « registre des crédits », contenant, sous des en-têtes séparés et distincts, un compte de chaque crédit, soit permanent soit annuel, et de chaque mandat spécial, en inscrivant sous chaque en-tête les montants tirés à compte de ce crédit ou de ce mandat spécial, avec les dates et les noms des personnes en faveur de qui les mandats ont été émis. S. R. 1941, c. 72, a. 6.

6. The Auditor shall classify all appropriations for each fiscal year, and all special warrants which may be issued; he shall keep posted up a book, to be called the "Appropriation Book", and containing, under separate and distinct heads, an account of every appropriation, whether permanent or annual, and of every such special warrant, entering under each head the amounts drawn on account of such appropriation or special warrant, with the dates and names of the persons in whose favour such warrants were issued. R. S. 1941, c. 72, s. 6.

Appropriations, etc.

Crédits non dépensés.

7. Les balances des crédits non entièrement dépensés à la fin d'un exercice sont périmées et doivent être biffées. (*) S. R. 1941, c. 72, a. 7 (*partie*); 12-13 Eliz. II, c. 15, a. 12.

7. The balances of appropriations remaining unexpended at the close of any fiscal year shall lapse and shall be written off. (*) R. S. 1941, c. 72, s. 7 (*part*); 12-13 Eliz. II, c. 15, s. 12.

Un-expended balances.

Devoir de l'auditeur re: mandats.

8. L'auditeur doit voir à ce qu'aucun mandat ne soit émis pour un paiement de deniers publics pour lequel il n'y a pas de crédit voté par la Législature, ou à ce qu'il n'excede pas la partie d'un crédit dont la dépense a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et il fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, par l'entremise du ministre des finances, des cas dans lesquels un ministère ou un sous-comptable a dépensé des deniers résultant du produit de tout mandat dont il est tenu de rendre compte, pour un objet pour lequel il n'y a pas d'autorité suffisante ou dont la dépense dépasse le montant qui a été autorisé. S. R. 1941, c. 72, a. 8.

8. The Auditor shall see that no warrant issues for any payment of public moneys for which there is no direct legislative appropriation, or in excess of any portion of such appropriation, the expenditure of which has been authorized by the Lieutenant-Governor in Council; and he shall report to the Lieutenant-Governor in Council, through the Minister of Finance, any case in which a department or sub-accountant has expended money out of the proceeds of any accountable warrant for any purpose for which there is no sufficient authority, or beyond the amount for which there is such authority. R. S. 1941, c. 72, s. 8.

Duty of Auditor respecting warrants.

Émission de mandats.

9. Aucun mandat d'argent n'est émis, excepté sur le certificat de l'auditeur, constatant qu'il y a une autorité législative pour faire la dépense; toutefois:

9. No money warrant shall issue except upon the certificate of the Auditor that there is legislative authority for the expenditure; but nevertheless,—

Issue of warrants.

Opinion du proc. général.

1. Si, à propos d'une demande pour un mandat, l'auditeur a fait rapport qu'il n'y a pas d'autorité législative pour l'é-

(1) If, upon any application for a warrant, the Auditor have reported that there is no legislative authority for issuing

Opinion of Att.-Gen.

(*) Par dérogation à l'article 7, le solde du crédit voté pour les fins du chapitre 178 et non dépensé à la fin d'une année financière reste disponible jusqu'au 30 septembre suivant.

(*) Notwithstanding section 7, the balance of the appropriation voted for the purposes of chapter 178 and unexpended at the close of any fiscal year shall remain available until the ensuing 30th of September.

mettre, et si l'opinion écrite du procureur général est donnée que cette autorité existe et la cite, le ministre des finances peut autoriser la préparation du mandat, nonobstant le rapport de l'auditeur;

it, and if the written opinion of the Attorney-General be given that there is such authority, citing it, the Minister of Finance may authorize the preparation of the warrant, irrespective of the Auditor's report;

Cas d'urgence. 2. Quand la Législature n'est pas en session, si un accident survient à quelque ouvrage ou bâtiment public dont la réparation demande une dépense immédiate, ou si toute autre occasion se présente, lorsqu'une dépense imprévue pour laquelle il n'a pas été pourvu par la Législature est urgente et requise immédiatement pour le bien public, sur le rapport du ministre des finances qu'il n'y a pas de disposition législative, et du ministre ayant charge de la branche particulière du service, qu'il y a nécessité urgente, le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner ordre de préparer un mandat spécial pour l'émission du montant jugé nécessaire; ce mandat est signé par le lieutenant-gouverneur lui-même, et le montant en est porté par le ministre des finances à un compte spécial, sur lequel des mandats peuvent être émis, de temps à autre, de la manière ordinaire, selon qu'ils sont requis. S. R. 1941, c. 72, a. 9.

Mandat spécial.

(2) If, when the Legislature is not in session, any accident happen to any public work or building, which requires an immediate outlay for the repair thereof, or if any other occasion arise when any expenditure not foreseen or provided for by the Legislature is urgently and immediately required for the public good, upon the report of the Minister of Finance that there is no legislative provision, and of the minister having the charge of the particular branch of the service that the necessity is urgent, the Lieutenant-Governor in Council may order a special warrant to be prepared for the issuing of the amount estimated to be required; and such warrant shall be signed by the Lieutenant-Governor himself, and the amount thereof shall be placed by the Minister of Finance to a special account, against which warrants may, from time to time, issue in the usual form, as they may be required. R. S. 1941, c. 72, s. 9.

Cases of urgency.

Special warrants.

État. 10. L'auditeur doit, dans les cas mentionnés dans l'article 9, préparer un état des opinions légales et des rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence. Il donne cet état au ministre des finances, qui le présente à l'Assemblée législative pas plus tard que le troisième jour de la session alors prochaine. S. R. 1941, c. 72, a. 10.

10. The Auditor shall, in the cases mentioned in section 9, prepare a statement of the legal opinions and of the reports and special warrants, and of all expenditure incurred in consequence thereof. He shall deliver such statement to the Minister of Finance, who shall submit the same to the Legislative Assembly not later than the third day of the session thereof next ensuing. R. S. 1941, c. 72, s. 10.

State-ment.

SECTION III

DIVISION III

DES COMPTES PUBLICS ET DE LEUR APUREMENT

PUBLIC ACCOUNTS AND THEIR AUDITING

§ 1.—*De la tenue des comptes publics*

§ 1.—*Keeping of the Public Accounts*

Année financière. 11. L'année financière de la province est la période qui commence le premier jour d'avril d'une année et se termine le trente et unième jour de mars de l'année suivante, ce dernier jour compris. S. R. 1941, c. 72, a. 11.

11. The fiscal year of the Province shall comprise the period of time from and including the first day of April in one year up to and including the thirty-first day of March in the next year. R. S. 1941, c. 72, s. 11.

Fiscal year.

- Tenue des comptes.** 12. Les comptes de la province doivent être tenus en partie double, dans le ministère des finances. S. R. 1941, c. 72, a. 12. **12.** The accounts of the Province shall be kept, by double entry, in the Department of Finance. R. S. 1941, c. 72, s. 12. Double entry.
- Cours.** 13. Les comptes sont tenus en dollars et centins; et ceux qui doivent être rendus au gouvernement de la province ou à un officier ou ministère, sont ainsi rendus en dollars et centins. S. R. 1941, c. 72, a. 13. **13.** The accounts shall be kept in dollars and cents; and those which are to be rendered to the Government of the Province or to any public officer or department shall be rendered in dollars and cents. R. S. 1941, c. 72, s. 13. Currency.
- État annuel.** 14. Aussitôt que possible après l'expiration de chaque année financière, il est préparé dans le ministère des finances, pour être soumis à la Législature à sa prochaine session, un état des comptes publics pour cette année-là, indiquant d'une manière claire et complète les divers revenus et dépenses de la province pour l'année, la situation du fonds consolidé du revenu et des dépôts et fonds spéciaux dont le gouvernement a l'administration, et tout ce qui est requis pour expliquer les transactions financières faites pendant l'année et la situation de la province à l'expiration de l'année. S. R. 1941, c. 72, a. 14. **14.** As soon as practicable after the close of each fiscal year, there shall be prepared in the Department of Finance, for submission to the Legislature at its next session, a statement of the public accounts for such year, showing clearly and fully the several revenues and expenditures of the Province for the year, the state of the consolidated revenue fund and of all trust and special funds under the management of the Government, and all matters necessary to explain the financial transactions during the year and the situation of the Province at the close of the year. R. S. 1941, c. 72, s. 14. Annual statement.
- Date des redditions de comptes.** 15. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer l'époque à laquelle ou jusqu'à laquelle un comptable de deniers publics, un officier, une corporation ou une institution publique, est tenu de rendre compte ou de faire rapport, chaque fois qu'à son avis cette modification peut faciliter la préparation exacte de l'état des comptes publics. S. R. 1941, c. 72, a. 15. **15.** The Lieutenant-Governor in Council may alter the period at or to which anyone accounting for public moneys, or any public officer, corporation or institution, is required to render any account or to make any return, whenever, in his opinion, such alteration will facilitate the correct preparation of the statement of the public accounts. R. S. 1941, c. 72, s. 15. Changing accounting periods.
- Vérification par les ministères.** 16. Les sous-chefs des ministères ou les officiers et autres personnes chargés de la dépense des deniers publics, vérifient d'abord respectivement les détails des comptes des différents services, et sont responsables de l'exactitude de cette vérification. S. R. 1941, c. 72, a. 16. **16.** The deputy-heads of the departments or the officers or other persons entrusted with the expenditure of the public moneys, respectively, shall audit the details of the accounts of the several services, in the first instance, and shall be responsible for the correctness of such audit. R. S. 1941, c. 72, s. 16. Departmental audits.
- Auditeur.** 17. Les comptes publics qui se rapportent aux recettes ou aux dépenses de la province, sont apurés par l'auditeur de la province, au nom de l'Assemblée législative. **17.** The public accounts relating to the receipts or expenditure of the Province shall be audited by the Provincial Auditor on behalf of the Legislative Assembly. Auditor.

§ 2.—*De l'apurement des comptes publics*§ 2.—*Auditing of the Public Accounts*

- Vérification.** Chaque compte peut être vérifié, sous la direction de l'auditeur, par l'officier ou le commis du bureau de l'audition qu'il charge de ce soin; et cet officier ou ce commis certifie qu'il a régulièrement vérifié ce compte.
- Certificat.** L'auditeur de la province certifie que chaque compte a été apuré par lui-même, ou sous sa direction, et qu'il est correct.
- Examen des dépenses.** Dans la vérification des comptes de dépenses, l'auditeur constate d'abord si les paiements que le ministère rendant compte a crédités sont justifiés par des pièces ou des preuves de paiement, et ensuite si les sommes dépensées ont été employées aux fins pour lesquelles le crédit à même lequel ces paiements ont été faits avait pour but de pourvoir. S. R. 1941, c. 72, a. 17.
- Accès aux livres.** 18. L'auditeur a libre accès, en tout temps convenable, aux registres de comptabilité et autres documents des ministères du gouvernement, et peut exiger que ces ministères lui remettent respectivement, de temps à autre, ou à des périodes régulières, les comptes de leurs transactions d'argent. S. R. 1941, c. 72, a. 18.
- Examen sous serment.** 19. L'auditeur peut interroger sous serment toute personne au sujet de matières se rapportant à tout compte qui lui est soumis pour l'apurer, et peut administrer ce serment aux personnes qu'il désire interroger. S. R. 1941, c. 72, a. 19.
- Obligations rachetées.** 20. L'auditeur et le sous-ministre des finances examinent et annulent, sous la surveillance du ministre des finances, les obligations de la province, les bons du trésor et les autres effets se rattachant à la dette provinciale qui sont rachetés de temps à autre. S. R. 1941, c. 72, a. 20.
- Each account may be examined, under direction of the Auditor, by such officer or clerk of the Audit Branch as he may direct, and such officer or clerk shall certify to the due examination of such account.
- The Provincial Auditor shall certify that each account has been audited by himself or under his direction, and that it is correct.
- In the examination of accounts for expenditure, the Auditor shall ascertain, first, whether the payments which the accounting department has charged are supported by vouchers or proof of payment, and, secondly, whether the money expended has been applied to the purpose for which the appropriation from which it was taken, was intended to provide. R. S. 1941, c. 72, s. 17.
18. The Auditor shall have free access, at all convenient times, to the books of account and other documents of the departments of the Government, and may require such departments to furnish him, from time to time, or at regular periods, with accounts of the cash transactions of such departments, respectively. R. S. 1941, c. 72, s. 18.
19. The Auditor may examine any person on oath touching any matter pertinent to any account submitted to him for audit, and may administer such oath to any person whom he desires to examine. R. S. 1941, c. 72, s. 19.
20. The Auditor and the Deputy-Minister of Finance, under the supervision of the Minister of Finance, shall examine and cancel all provincial debentures, treasury notes and other securities respecting the debt of the Province, which are, from time to time, redeemed. R. S. 1941, c. 72, s. 20.

SECTION IV

DE LA REDDITION DES COMPTES À L'ASSEMBLÉE
LÉGISLATIVEComptes
publics.

21. Aussitôt que possible après l'expiration de chaque exercice, l'auditeur revise et remet au ministre des finances,

DIVISION IV

ACCOUNTING TO THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

21. As soon as practicable after the close of each fiscal year, the Auditor shall examine and return to the Minister

pour les soumettre à l'Assemblée législative, les comptes publics de cet exercice, avec un état des crédits permanents et annuels et des mandats spéciaux pour cet exercice et des sommes dépensées à compte de chaque crédit ou de chaque mandat spécial. S. R. 1941, c. 72, a. 21.

Dépôt à l'Assemblée législative.

22. Le ministre des finances soumet à l'Assemblée législative les comptes publics et l'état des crédits préparés par l'auditeur, le ou avant le trente et unième jour de décembre suivant l'expiration de l'exercice auquel ils se rapportent, si la Législature est en session, et, si elle n'est pas en session, dans le cours d'une semaine après sa réunion. S. R. 1941, c. 72, a. 22.

Rapport de l'auditeur.

23. L'auditeur fait rapport à l'Assemblée législative, par l'intermédiaire du ministre des finances, des cas dans lesquels il lui paraît qu'un crédit a été excédé, ou que des deniers reçus par un ministère et provenant de sources autres que les crédits pour l'année, n'ont pas été employés ou entrés en compte conformément aux prescriptions de la Législature, ou que le paiement d'une somme portée au compte d'un crédit n'est pas prouvé par une pièce justificative, ou qu'un paiement ainsi porté ne se présente pas pendant la période couverte par le compte ou, pour toute autre raison, n'est pas proprement imputable au crédit sous lequel il est inscrit. S. R. 1941, c. 72, a. 23.

Idem.

24. Si le ministre des finances ne soumet pas annuellement à l'Assemblée législative, avec les comptes publics, à l'époque fixée, les rapports ainsi faits par l'auditeur, ce dernier les transmet lui-même sans délai. S. R. 1941, c. 72, a. 24.

of Finance, to be laid before the Legislative Assembly, the public accounts of such year, together with a statement of the permanent and annual appropriations and special warrants for that year, and of the amounts expended under each appropriation or special warrant. R. S. 1941, c. 72, s. 21.

22. The Minister of Finance shall lay Sub-
the public accounts and the Auditor's mission to
statement of appropriations before the Legislative Assembly.
Legisla-
tive
Assembly.
the thirty-first day of December following the expiration of the fiscal year to which they relate, if the Legislature be sitting, or, if not sitting, within one week after it is next assembled. R. S. 1941, c. 72, s. 22.

23. The Auditor shall report to the Auditor's
Legislative Assembly, through the Min- reports.
ister of Finance, every case in which it appears to him that an appropriation has been exceeded or that moneys received by a department from other sources than the appropriations for the year have not been applied or accounted for according to the directions of the Legislature, or that a sum charged against an appropriation is not supported by proof of payment, or that a payment so charged did not occur within the period of the account, or was, for any other reason, not properly chargeable against the appropriation. R. S. 1941, c. 72, s. 23.

24. If the Minister of Finance does Idem.
not annually present to the Legislative Assembly, with the public accounts, at the time fixed, the reports so made by the Auditor, the latter shall forthwith send them himself. R. S. 1941, c. 72, s. 24.

SECTION V

DES COMPTES RENDUS PAR LES INSTITUTIONS SUBVENTIONNÉES

Rapport financier.

25. Chaque établissement, institution ou association qui reçoit une subvention du gouvernement doit, chaque année, dans les quatre mois qui suivent la clôture de son exercice financier transmettre au

DIVISION V

RETURNS BY INSTITUTIONS RECEIVING PUBLIC GRANTS

25. Every establishment, institution Financial
or association receiving a grant from the return.
government shall transmit to the Minister of Finance each year, within the four months following the close of its fiscal

ministre des finances un rapport financier vérifié par un comptable public et comprenant son bilan, son compte de revenus et dépenses ainsi qu'un état détaillé de l'utilisation de la subvention. S. R. 1941, c. 72, a. 25; 11-12 Eliz. II, c. 23, a. 1.

year, a financial return audited by a public accountant and comprising its balance-sheet, its account of revenue and expenditures and a detailed statement of the use made of the grant. R. S. 1941, c. 72, s. 25; 11-12 Eliz. II, c. 23, s. 1.

Examen
des regis-
tres, etc.

26. Chaque établissement, institution ou association visé à l'article précédent est tenu de permettre à l'auditeur de la province ou à toute personne autorisée par lui d'y avoir accès, d'examiner les registres, les dossiers et les comptes relatifs à l'utilisation de toute subvention du gouvernement, d'en prendre note ou copie et d'interroger sous serment toute personne à ce sujet. S. R. 1941, c. 72, a. 26; 11-12 Eliz. II, c. 23, a. 1.

26. Every establishment, institution or association contemplated in the preceding section shall allow the Provincial Auditor or any person authorized by him to have access thereto, examine the books, records and accounts relating to the use made of any government grant, make extracts or copies therefrom and interrogate any person under oath in relation thereto. R. S. 1941, c. 72, s. 26; 11-12 Eliz. II, c. 23, s. 1.

Examina-
tion of
books, etc.

Régle-
menta-
tion.

27. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement publié dans la *Gazette officielle de Québec*:

27. The Lieutenant-Governor in Council, by regulation published in the *Quebec Official Gazette*, may:

Regula-
tions.

a) dispenser, en raison du montant de la subvention ou dans des cas particuliers, certaines catégories d'établissements, d'institutions ou d'associations de l'obligation de produire le rapport visé à l'article 25;

(a) in view of the amount of the grant or in special cases, exempt certain categories of establishments, institutions or associations from the obligation of filing the return provided for in section 25;

b) décréter qu'un rapport produit en vertu d'autres dispositions tient lieu de celui qui est requis par l'article 25;

(b) provide that a return filed under other provisions shall avail in lieu of that required by section 25;

c) prescrire à quels ministères les rapports visés à l'article 25 doivent être remis pour être transmis au ministre des finances. S. R. 1941, c. 72, a. 27; 11-12 Eliz. II, c. 23, a. 1.

(c) prescribe to which departments the returns required by section 25 shall be sent for transmission to the Minister of Finance. R. S. 1941, c. 72, s. 27; 11-12 Eliz. II, c. 23, s. 1.

Infrac-
tion et
peine.

28. Quiconque omet de se conformer à l'article 25 ou à l'article 26 ou à un règlement fait en vertu de l'article 27 est coupable d'une infraction et passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cent dollars.

28. Every person who fails to comply with section 25 or section 26 or any regulation made under section 27 shall be guilty of an offence and liable, on summary conviction, to a fine of one hundred dollars.

Offence
and
penalty.

Idem.

Tout administrateur ou fonctionnaire d'un établissement ou d'une institution ou association qui participe à l'infraction visée au présent article est coupable de cette infraction et passible de la même peine. S. R. 1941, c. 72, a. 28; 11-12 Eliz. II, c. 23, a. 1.

Every director or officer of any establishment, institution or association who participates in the offence contemplated in this section shall be guilty of such offence and liable to the same penalty. R. S. 1941, c. 72, s. 28; 11-12 Eliz. II, c. 23, s. 1.

Idem.

